

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA La Vatine
60 000 Beauvais

Beauvais, le 31/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SITA NORMANDIE PICARDIE

Le Champard - CD12
60510 ROCHY CONDE

IC-R/0237/22-YY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement SITA NORMANDIE PICARDIE implanté à l'adresse Le Champard - CD12 60510 ROCHY CONDE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il y a eu un incendie dans la zone du quai de transfert de la société SITA implanté sur la commune de Rochy-Condé

La fiche accident / incident décrit la chronologie de l'incendie explicité ci-après :

- 04/05/22 - 18h34 : la caméra thermique localisée suivant les coordonnées Lambert II étendu - X : 590 127 m / Y : 2489 m - s'est déclenchée suite au dépassement du seuil de température, et cela a coïncidé avec le départ de feu. Le SDIS a été informé. Une première intervention interne a été effectuée en utilisant les RIA afin de circonscrire l'incendie dans sa zone de départ ;
- 04/05/22 - 18h48 - 00h00 : Le SDIS est arrivé à 18h48, est intervenu sur le site en utilisant le poteau incendie public situé à l'entrée du site et la réserve incendie de 365 m³, l'arrosage préventif a également été réalisé par le SDIS, l'exploitant a étalé les déchets (entre 22h00 et 00h00) ;
- 05/05/22 - 00h00 - 04h00 : redémarrage à 00h19 du feu et à 1h30, le feu semble maîtrisé et presque noyé par le SDIS, le SDIS part à 2h00, un arrosage est réalisé par le société SITA en vue de maîtriser le foyer toutefois le SDIS est rappelé ;
- 05/05/22 - 4h00 - 06h00 : Le SDIS intervient de nouveau afin de maîtriser le foyer et le noyer, le SDIS quitte le site à 6h00 ;
- 05/05/22 - 13h00 - 18h00 : nouvelle reprise du foyer, le feu est maîtrisé par la société SITA et

un arrosage préventif est effectué jusqu'à 18h00.

Suivant la fiche de notification d'accident / incident, les déchets concernés sont des déchets d'activités économiques non dangereux en mélange en attente de tri à la pelle. L'objectif de ce tri était d'extraire de ces déchets la partie valorisable des déchets non dangereux ultimes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITA NORMANDIE PICARDIE
- Le Champard - CD12 60510 ROCHY CONDE
- Code AIOT dans GUN : 0005106740
- Régime : E (mais soumis à la procédure autorisation)
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED

La société SITA Oise exploite un centre de transit de déchets issus de la collecte sélective de déchets ménagers et industriels, et un quai de transfert de déchets.

Les installations du site de Rochy-Condé sont réglementées par un arrêté préfectoral en date du 8 mars 2006 et un arrêté préfectoral complémentaire en date du 21 janvier 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La visite fait suite à un incendie sur le site qui a débuté sur le site le 4 mai 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC : Incendie quai de transfert	AP Complémentaire du 21/01/2020, article 2.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie n'a pas débordé des limites du site de la société SITA.

L'incendie des déchets du quai de transfert n'a pas porté atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Aussi, l'incendie du quai de transfert est donc assimilé à un incident parce que celui-ci aurait pu porter atteinte aux intérêts à protéger indiqués à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Il a été demandé à la société SITA de :

- transmettre les justificatif d'élimination les déchets calcinés et des eaux d'extinction dans des filières dûment agréées ;
- transmettre un rapport d'incident dans lequel seront précisées les mesures envisagées pour éviter un incident similaire ;
- transmettre des justificatifs permettant d'attester que les blocs béton soumis aux flux thermiques ont conservé leur intégrité. Ces éléments sont demandés en vue de s'assurer que ces blocs béton sont utilisables de nouveau sur le site de Rochy-Condé.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : PC : Incendie quai de transfert

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/01/2020, article 2.5.1
Thème(s) : Autre, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté dans la zone du quai de transfert du site de Rochy-Condé des déchets calcinés et humidifiés. L'incendie n'a pas débordé des limites de propriété de la zone du quai de transfert. Toutefois, des stigmates de l'incendie, notamment la présence de suie sur des blocs béton présents à certains endroits de la périphérie de la zone de tri du quai de transfert, a été observée.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection n'a pas constaté de conséquences à l'extérieur du site, notamment au voisinage du quai de transfert.</p> <p>Les eaux d'extinction ont été collectées par le réseau d'eaux pluviales puis confinées dans une cuve enterrée. Le réseau extérieur des eaux pluviales a été protégé du réseau interne des eaux pluviales en actionnant une vanne d'obturation qui a permis d'isoler le réseau interne du réseau externe.</p> <p>A l'issue de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre le rapport d'accident / incident.</p> <p>L'exploitant a transmis une fiche de notification d'accident / incident par courriel le 18 mai 2022 faisant office par ailleurs de rapport d'accident / incident.</p> <p>Suivant cette fiche, cet incendie s'est déroulé pendant les heures d'exploitation. Il n'a pas occasionné de conséquences humaines ni environnementales. L'impact de l'incendie se limite à des conséquences internes purement économiques. Leur estimation est comprise entre 10 et 15 k€.</p> <p>Les causes directes de l'incendie n'ont pu être déterminées parce que le personnel n'était pas présent sur la zone d'incendie pour observer l'origine du départ de feu.</p> <p>Toutefois, concernant les causes profondes, l'exploitant émet l'hypothèse de la présence de déchets à risque d'inflammation (batterie).</p> <p>Suivant l'exploitant, cet incendie a permis de constater que son processus d'identification de départ de feu via la caméra thermique et la télésurveillance sont optimaux, et de mettre en évidence une excellente coordination entre les différents acteurs de lutte contre l'incendie : SITA et le prestataire de télésurveillance.</p> <p>Les 50 tonnes de déchets calcinés vont être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux. Les eaux d'extinctions seront pompées après l'examen de leur qualité.</p> <p>Au vu des constats mentionnés précédemment, il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre les justificatifs d'élimination des déchets calcinés et des eaux d'extinction dans des filières dûment agréées; - de transmettre un rapport d'incident dans lequel seront précisées les mesures prises pour éviter un incident similaire ; - de transmettre des justificatifs permettant d'attester que les blocs béton soumis aux flux

thermiques ont conservé leur intégrité. Ces éléments sont demandés afin de s'assurer que ces blocs béton peuvent être de nouveau utilisés sur le site.

En dernier lieu, un arrêté complémentaire sera pris ultérieurement afin de compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire, en demandant à l'exploitant :

- d'examiner une possibilité technique permettant de détecter la présence de déchets à risque d'inflammation dans les déchets réceptionnés sur son site ;
- d'installer des blocs béton sur trois côtés de la zone de tri situé face au quai de transfert permettant de circonscrire l'incendie à l'intérieur du site.

Observations : Sans objet

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet